|  |  |
| --- | --- |
| schild FR | DE MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN, INSTITUTIONELE HERVORMINGEN EN DEMOCRATISCHE VERNIEUWING  LA MINISTRE DE L’INTERIEUR, DES REFORMES INSTITUTIONNELLES ET DU RENOUVEAU DEMOCRATIQUE |

**Département : 12**

**Departement : 12**

**Document : 55 2023202422103**

|  |  |
| --- | --- |
| **Réponse à la question parlementaire écrite n° 2107 du 16/10/2023, de monsieur DEPOORTERE, Député, concernant les «Agressions contre le personnel médical».** | **Antwoord op de schriftelijke parlementaire vraag nr. 2107 van de heer DEPOORTERE, Volksvertegenwoordiger van 16/10/2023, betreffende “Agressie tegen medisch personeel”.** |
| L’honorable membre trouvera ci-après la réponse aux questions posées.  1-2-3.  La Banque de données nationale générale (BNG) est une base de données policières dans laquelle sont enregistrés les faits sur base de procès-verbaux résultant des missions de police judiciaire et administrative. Elle permet de réaliser des comptages sur différentes variables statistiques telles que le nombre de faits enregistrés, les modus operandi, les objets utilisés lors de l’infraction, les moyens de transport utilisés, les destinations de lieu, etc.  Les données ci-dessous sont présentées au niveau national pour la période 2018-2022 (sauf mention contraire) et proviennent de la banque de données clôturée à la date du 21 avril 2023.  Le premier tableau reprend le nombre de faits enregistrés par les services de police en matière de:   * coups envers le personnel d’une profession médicale; * coups envers un fonctionnaire de police; * coups envers le personnel d’un autre service public.     tels qu’ils sont enregistrés dans la BNG.  Ces rubriques concernent le fait d'infliger intentionnellement des coups et des blessures à la victime dans l'exercice de ses fonctions.  Il n’est pas possible, sur base de la définition ci-dessus de la BNG, et plus précisément des variables disponibles, de détailler plus spécifiquement les catégories professionnelles. Les ambulanciers font ainsi partie du personnel médical; les membres du corps des pompiers et ceux de la Protection civile font partie de la catégorie restante du personnel d’un autre service public.  4.  Les tableaux suivants reprennent le nombre de suspects uniques enregistrés par la police en matière de:   * coups envers le personnel d’une profession médicale; * coups envers un fonctionnaire de police; * coups envers le personnel d’un autre service public.   couplés dans la BNG aux faits présentés dans le tableau 1, suivant une répartition par genre, par groupe d’âge et par nationalité (top 5).  5.  Le cinquième tableau reprend un top 10 des communes établi sur base du nombre de faits enregistrés par les services de police en matière de:   * coups envers le personnel d’une profession médicale; * coups envers un fonctionnaire de police; * coups envers le personnel d’un autre service public.   tels qu’ils sont enregistrés dans la BNG.  6.  En ce qui concerne le personnel des zones de secours, j'ai pris au cours des dernières années plusieurs mesures pour (1) prévenir les agressions contre le personnel opérationnel des zones d'assistance (y compris, donc, les ambulanciers), et (2) apporter un soutien maximal au personnel de la zone victime d'une agression.  En vue de sensibiliser et de prévenir, plusieurs campagnes ont été menées. D'autres sont en cours ou vont être menées :  - Ainsi, la campagne d'information "Le feu n'est pas votre plus grand risque" a été lancée pour informer le personnel des zones de ce qu'il faut faire s'il est confronté à une agression. Pour ce faire, toutes sortes de matériels de campagne ont été mis à la disposition des zones.  La campagne "Respect mutuel", qui se déroule de 2022 à cet automne, vise à attirer l'attention des citoyens sur l'importance des métiers de la sécurité, y compris ceux des pompiers et des ambulanciers. Elle a été complétée par une campagne de félicitations visant à renforcer la confiance entre les citoyens et les professions de la sécurité. Une plateforme virtuelle a été utilisée pour permettre aux citoyens de "complimenter" les travailleurs des services d'urgence pour leurs précieux efforts.  Ce printemps, un clip a été diffusé lors de la Minute fédérale sur le thème de "l'agression des pompiers". Ce clip a également été diffusé sur différentes chaînes de télévision.  Enfin, d'ici la fin de l'année, une nouvelle campagne sera développée qui ciblera directement les jeunes de 16 à 20 ans, en impliquant également les jeunes sapeurs-pompiers et les cadets pompiers.  En outre, j'ai pris les mesures concrètes suivantes afin de soutenir le personnel des zones confronté à une agression lors d'une intervention :  - Au début de cette année (sur base de la circulaire du 20 janvier 2023 (M.B. 20.02.2023) relative à la violence à l'égard du personnel opérationnel des zones de secours), les zones ont été informées des mesures existantes pour faire face au phénomène d’agression dans le cadre des interventions, tant en termes de/d’ :  (1) signalement et l'enregistrement des faits ;  (2) information et de formation du personnel ;  (3) prévention ;  (4) prise en charge psychosociale et de suivi;  (5) soutien administratif et juridique.  Les réponses apportées par les zones à nos interrogations sur les mesures qu'elles ont prises dans ce contexte ont montré que plusieurs zones ont déjà développé une politique claire contre les agressions. Une synthèse de toutes ces réponses et des "bonnes pratiques" a été diffusée (y compris les syndicats et l’union des ambulanciers) .  - Enfin, par le biais d'une modification législative (modification de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile par la loi du 16 juillet 2023 (M.B. 24.08.2023)), une meilleure protection et une assistance juridique renforcée ont été prévues pour le personnel pompier qui, en raison de sa qualité de pompier, est victime d'un acte d'agression, tant pendant qu'en dehors de l'exercice de ses fonctions.  7.  Dans le cadre de la formation de base pour devenir Inspecteur de police, un minimum de 100 heures d'étude est réservé à la partie « communication ».  Basée sur les techniques et connaissances de base telles que l'assertivité, l'écoute active, la valeur de la communication non verbale, par exemple, il s'agit de « techniques de médiation », ainsi que d'une communication efficace et désescaladante.  À la « maîtrise de la violence », 4 heures de connaissances théoriques sont dispensées sur la gestion des conflits et la communication de désescalade, qui sont ensuite mises en pratique dans le cadre des « exercices intégrés » et des « jeux de rôle », pour lesquels un minimum de 24 heures est prévu.  L'importance d'une communication correcte et non violente fait également l'objet d'une attention particulière lors des formations annuelles, conformément à la GPI48 (maîtrise de la violence).  En ce qui concerne la formation de base des agents de sécurisation (BAGP), le module 4 est axé sur la communication verbale et non verbale, ainsi que sur le comportement empathique et impartial des agents de police à l'égard des personnes susceptibles d'avoir un comportement agressif.  Dans la formation de base des aspirants Inspecteurs principaux de police avec spécialisation particulière (INPP SP), les aspirants reçoivent un module « Gérer verbalement une situation de danger potentielle ».    Le module 12.2 « Gérer verbalement une situation de danger potentielle» est enseigné dans la formation préparatoire aspirant-commissaire (ACP), et dans la formation de base elle-même, le module « Communication et gestion de situations de crises » est couvert.  Par ailleurs, en ce qui concerne la gestion de l'agression lors d'une intervention, 2 formations (d'une durée d'une journée chacune avec théorie, pratique et jeux de rôle) ont été développées. Elles peuvent être suivies séparément, sont reconnues comme formation continue et sont ouvertes à tous les sapeurs-pompiers, en ce compris les sapeurs-pompiers exerçant des tâches d'ambulancier. Le développement de ces formations fait partie du paquet de mesures développé par mon département.  Il s'agit de :   * La formation "Communication orientée vers les résultats dans le cadre d’intervention avec des citoyens/passants difficiles lors d'interventions sur le terrain pour les pompiers opérationnels" ; * La formation "First Responder Anti-Agression Training" (FRAT), qui met l'accent sur la sécurité personnelle en cas d'agression verbale et/ou physique dans l'exercice de la fonction.   8-9.  Compte tenu de la description ci-dessus de la BNG et, plus précisément, des variables disponibles, il n'est pas possible de répondre à la question sur les cas d'agression contre des secouristes ayant entraîné une incapacité de longue durée.  Je ne suis pas personnellement au courant d’incapacité de longues durées suite à une agression. Je ne suis pas au courant d’éventuelles démissions suite à une agression.  10.  Je ne suis pas partisane d’armer les secouristes (pompiers et ambulanciers) de sprays au poivre. Équiper les secouristes d'armes peut conduire à une escalade de la situation, entraînant encore plus d'agressivité et éventuellement des conséquences plus graves pour l'ambulancier ou le pompier lui-même. | Het geachte lid vindt hieronder het antwoord op de gestelde vragen.  1-2-3.  De Algemene Nationale Gegevensbank (ANG) is een politiedatabank waarin feiten geregistreerd worden op basis van processen-verbaal die voortvloeien uit de opdrachten van gerechtelijke en bestuurlijke politie. Zij laat toe om tellingen uit te voeren op verschillende statistische variabelen, zoals het aantal geregistreerde feiten, de modus operandi, de voorwerpen gehanteerd bij het misdrijf, de gebruikte vervoermiddelen, de plaatsbestemmingen-,...  De onderstaande gegevens worden weergegeven op nationaal niveau, voor de periode 2018-2022 (tenzij anders vermeld), met als afsluitingsdatum van de databank 21 april 2023.  De eerste tabel bevat het aantal door de politiediensten geregistreerde feiten inzake:   * slagen aan medisch beroep; * slagen aan politieambtenaar; * slagen aan personeel van een andere openbare dienst.   zoals geregistreerd in de ANG.  Het betreft hier het toebrengen van opzettelijke slagen en verwondingen aan het slachtoffer tijdens de uitoefening van hun functie.  Gelet op bovengenoemde omschrijving van de ANG en meer bepaald haar beschikbare variabelen, is het niet mogelijk om de beroepsgroepen verder uit te splitsen. Zo maken de ambulanciers deel uit van het medisch personeel. De brandweerlui en leden van de Civiele Bescherming ressorteren onder de restcategorie personeel van een andere openbare dienst.  4.  De volgende tabellen bevatten het aantal unieke door de politie geregistreerde verdachten inzake:   * slagen aan medisch beroep; * slagen aan politieambtenaar; * slagen aan personeel van een andere openbare dienst.   die in de ANG zijn gekoppeld aan de in tabel 1 gepresenteerde feiten met een opdeling volgens  geslacht, leeftijdsgroep en nationaliteit (top 5).  5.  De vijfde tabel bevat een top 10 van gemeenten op basis van het aantal door de politiediensten geregistreerde feiten inzake:   * slagen aan medisch beroep; * slagen aan politieambtenaar; * slagen aan personeel van een andere openbare dienst.   zoals geregistreerd in de ANG.  6.  Wat betreft het personeel van hulpverleningszones heb ik de afgelopen jaren verschillende maatregelen genomen om (1) agressie tegen het operationeel personeel van de hulpverleningszones (waaronder dus ook de hulpverleners ambulanciers) te voorkomen, en, (2) het personeel van de zones als slachtoffer van agressie maximaal te ondersteunen.  Met het oog op sensibilisering en preventie verschillende campagnes opgezet. Andere zijn lopende of zullen nog gevoerd worden:  Zo werd de informatiecampagne ‘Vuur is niet jouw grootste risico’ gelanceerd in de loop van 2022, om het personeel van de zones in te lichten over wat ze moeten doen indien zij met agressie worden geconfronteerd. Hierbij werd allerlei campagnemateriaal ter beschikking gesteld van de zones.  Via de campagne ‘Wederzijds respect’ die loopt van 2022 tot dit najaar, wordt het belang van de veiligheidsberoepen, waaronder die van de brandweer en de ambulanciers, onder de aandacht van de burger gebracht. Deze werd aangevuld met een felicitatiecampagne die het vertrouwen tussen de burger en de veiligheidsberoepen moet versterken. Via een virtueel platform werd mogelijk gemaakt dat burgers hulpverleners kunnen ‘complimenteren’ voor hun waardevolle inzet.  Dit voorjaar werd tijdens de Federale Minuut een clip uitgezonden met als thema ‘agressie tegen de brandweer’. Deze clip verscheen ook op diverse televisiekanalen.  Tenslotte zal tegen het einde van dit jaar een nieuwe campagne worden ontwikkeld die zich rechtstreeks zal richten op jongeren van 16 tot 20 jaar, en waarbij ook de jeugdbrandweer en de brandweerkadetten zullen worden betrokken.  Daarnaast nam ik volgende concrete maatregelen ter ondersteuning van het personeel van de zones die tijdens een interventie met agressie worden geconfronteerd:  - Begin dit jaar werden (aan de hand van de omzendbrief van 20 januari 2023 (B.S. 20.02.2023) betreffende geweld tegen de operationele personeelsleden van de hulpverleningszones), de zones ingelicht over de bestaande maatregelen om met het fenomeen agressie in het kader van interventies om te gaan, dit zowel op het vlak van:  (1) melding en registratie van de feiten;  (2) voorlichting en de opleiding van het personeel;  (3) preventie;  (4) psychosociale opvang en nazorg;  (5) administratieve en juridische ondersteuning.  Uit de bevraging van de hulpverleningszones over de maatregelen die zij in dit kader hebben genomen, bleek dat meerdere zones reeds een duidelijk beleid tegen agressie hebben uitgewerkt . Een synthese van alle reacties en ‘good practice’ werd opgemaakt en verspreid (o.a. naar de vakbonden en ambulanciersunie)  - Tenslotte werd bij middel van een wetswijziging (wijziging van de Wet van 15 mei 2007 betreffende de Civiele Veiligheid door de Wet van 16 juli 2023 (B.S. 24.08.2023)) een betere bescherming en een versterkte rechtsbijstand voorzien voor het personeel van de brandweer die omwille van hun hoedanigheid als brandweer, het slachtoffer wordt van een daad van agressie, zowel tijdens of buiten de uitoefening van de functie.  7.  Binnen de basisopleiding tot Inspecteur van politie worden minimaal 100 studie-uren gereserveerd voor het onderdeel "communicatie".  Vanuit de basistechnieken en -kennis zoals assertiviteit, actief luisteren, de waarde van non-verbaal communiceren, gaat het over "bemiddelingstechnieken", efficiënt en de-escalerend communiceren.  Bij "geweldbeheersing", is er 4 uur theoretische kennis voorzien over conflicthantering en geweld-afbouwende communicatie. Dit wordt praktisch ingeoefend bij het onderdeel "geïntegreerde oefeningen" en "rollenspelen" waarvoor een minimum van 24 uur is voorzien.  Het belang van correcte en geweldloze communicatie krijgt eveneens aandacht binnen de jaarlijkse trainingen conform de GPI48 (geweldsbeheersing).  Wat betreft de basisopleiding Beveiligingsagent (BAGP) is een module georiënteerd naar verbale en non-verbale communicatie, alsook empathisch en onpartijdig gedrag van politieambtenaren ten aanzien van personen die een agressief gedrag kunnen vertonen.  In de basisopleiding aspirant Hoofdinspecteur van politie met bijzondere specialisatie (HINP BS) krijgen de aspiranten een module over “Verbaal beheren van een potentieel gevaarlijke situatie”.    In de voorbereidende opleiding aspirant -commissaris (ACP) wordt een module “Het verbaal beheren van een potentieel gevaarlijke situatie” onderricht en binnen de basisopleiding zelf komt de module “Communicatie en beheer van crisissituaties” aan bod.  Inzake het omgaan met agressie tijdens een interventie, werden 2 opleidingen (van elk 1 dag met theorie, praktijk en rollenspelen) uitgewerkt die los van elkaar kunnen worden gevolgd, erkend zijn als voortgezette opleiding en openstaan voor alle brandweerlieden, dus ook voor het brandweerpersoneel met ambulancetaken. De ontwikkeling van deze opleidingen vormt een onderdeel van het maatregelenpakket dat door mijn departement werd uitgewerkt.  Het betreft:   * De opleiding ‘Resultaatgericht communiceren met moeilijke burgers en omstaanders tijdens interventies op het terrein voor de operationele brandweerlieden’; * De opleiding ‘First Responder Anti-Agression Training’ (FRAT) met de focus op de eigen veiligheid wanneer men in aanraking komt met verbale en/of fysieke agressie tijdens het uitvoeren van de functie.   8-9.  Gelet op bovengenoemde omschrijving van de ANG en meer bepaald de beschikbare variabelen, is het niet mogelijk een antwoord te geven op de vraag over gevallen van agressie tegen hulpverleners die geleid hebben tot langdurige arbeidsongeschiktheid.  Ik ben persoonlijk niet op de hoogte van langdurige invaliditeit na een geval van agressie.  Ik ben niet op de hoogte van ontslagnemingen na een geval van agressie.  10.  Ik ben geen voorstander om hulpverleners (brandweermannen en ambulanciers) te bewapenen met pepperspray. Indien men hulpverleners uitrust met wapens, kan dit leiden tot escalatie van de situatie met als resultaat nog meer agressie en met mogelijks nog grotere gevolgen voor de ambulancier of brandweerman zelf. |

Annelies VERLINDEN